

École inclusive

Le masque transparent a fini par arriver

Les élèves sourds et malentendants verront à nouveau le visage des profs. 7500 masques commandés par le Canton sont en cours de distribution.

Marine Dupasquier

Depuis trois semaines, Matthieu Macchi enseigne à sa classe de 7^e du collège lausannois des Bergières muni d'un masque inhabituel. Sa particularité: une fenêtre antiprojections qui laisse voir sa bouche. Si les élèves ont d'abord été surpris de voir leur prof avec ce drôle de masque «pas bleu», ils s'y sont rapidement habitués. Pour eux, c'est plutôt une bonne nouvelle; leur camarade Ryan, malentendant, va désormais pouvoir suivre les cours comme eux, ou presque.

«C'est une très bonne chose; c'était indispensable pour lui, se réjouit son maître. Ça a simplifié l'enseignement et c'est bénéfique pour toute la classe, aussi au niveau de leur compréhension des émotions.» Quant au premier concerné, il semble convaincu: «Au début, c'était bizarre, mais maintenant c'est devenu normal. C'est moins fatigant et plus simple, parce que je vois tout ce que Monsieur Macchi veut dire.» À ses côtés, Tiziana De Leso, l'enseignante spécialisée qui apporte un soutien à Ryan quatre périodes par semaine depuis trois ans, ne cache pas son soulagement: «C'est un peu Noël avant l'heure! Et Ryan peut se référer à quelque chose dont il avait l'habitude.»

En effet, depuis l'obligation systématique du port du masque pour les enseignants, les élèves déficients auditifs n'avaient plus accès à la lecture labiale, ce qui les obligeait à redoubler d'efforts pour suivre en classe, tout en les isolant davantage.



Tous les professionnels vaudois travaillant avec des enfants sourds ou malentendants recevront des masques du type de celui porté ici par Matthieu Macchi. KEYSTONE

L'Association suisse des parents d'enfants déficients auditifs (Aspeda) avait déjà pointé le doigt sur cette problématique au printemps dernier. Si l'existence du

masque inclusif était connue depuis des mois, ce n'est que le 15 décembre qu'a débuté sa distribution. Directrice générale adjointe de la DGEO, Nathalie Jaunin af-

firme que l'École cantonale pour enfants sourds (ECES) s'y est attelée depuis l'été et a choisi de tester plusieurs marques de masques en amont, mais que ceux-ci ont

souvent été livrés au comptegouttes et avec des délais peu engageants. «On s'est aperçu que certains produisaient de la buée ou reflétaient la lumière, tandis que d'autres n'ont pas passé les tests sanitaires», explique-t-elle.

Est alors évoquée l'hypothèse d'une exception à la règle du port du masque obligatoire, qui aurait largement simplifié les choses, évitant aux jeunes en déficit auditif d'être tributaires de la compréhension, de la créativité ou de la souplesse de leurs enseignants. «C'est délicat car ces enfants sont intégrés dans une classe avec une vingtaine de camarades et on aurait dû demander une autorisation à tous les parents au préalable, défend Nathalie Jaunin. De plus, on a eu peur que les enfants sourds ou malentendants soient stigmatisés.»

Cellule de crise

De son côté, la Fondation A Capella, qui gère la centrale romande des codeuses-interprètes en LPC, ainsi que le Service d'aide à l'intégration (SAI) des jeunes sourds, a mis en place une cellule de crise Covid-19 dès la première vague, en mars. Sa mission prin-

cipale a consisté à trouver des masques transparents de qualité et, au mieux, certifiés. Responsable de cette cellule, Pierre Lutz explique que son équipe, après avoir constaté qu'il n'y aurait pas de masque transparent suisse avant le printemps 2021, a d'abord orienté ses recherches dans les pays voisins, puis dans le monde entier.

Dans un premier temps, et déjà en juillet, c'est le masque inclusif français (M-i) qui est sorti du lot. «Mais il n'était pas fabriqué à grande échelle, et il a fallu du temps pour obtenir les copies des tests effectués par la Direction générale de l'armement française (DGA). Nous n'avons pu équiper nos collaborateurs qu'à partir d'octobre», précise Pierre Lutz.

Parallèlement, la cellule de crise a déniché un autre masque, coréen, le Smile Protector (SP). Le groupe d'évaluation sélectionné par A Capella a rapidement estimé que c'était le meilleur. «À ce jour, c'est le seul masque transparent qui a été testé par les laboratoires officiels suisses SQTS et Testex (label SWA). Il n'a pas obtenu la certification, qui comprend des protocoles très complexes, mais les résultats des tests, très positifs, le jugent sûr et d'un bon confort respiratoire», ajoute Pierre Lutz.

Stock en suffisance

A Capella a reçu 2200 exemplaires du masque coréen et a déjà passé une nouvelle commande. Le Canton, quant à lui, s'est procuré 7500 unités de la marque française, certifiées par la DGA française, puis par la pharmacienne cantonale. Un stock qui devrait être suffisant pour l'ensemble des professionnels travaillant avec des enfants en déficit auditif. Sachant que chaque masque coûte 8 francs et qu'il doit être remplacé tous les vingt jours, le coût total de l'opération s'élève à 60'000 francs. «On a anticipé pour trois mois, ce qui nous laisse le temps d'aller voir avec d'éventuels autres fournisseurs», précise Nathalie Jaunin, qui n'exclut pas l'idée d'équiper, à terme, la totalité du corps enseignant.

Les parents déplorent le manque de collaboration

● S'ils voient d'un bon œil l'arrivée des masques inclusifs, les parents des enfants concernés sont tout de même sur la réserve. «On a de bonnes raisons d'être inquiets sur la manière dont on sera, ou non, tenus au courant des informations concernant ces masques», affirme d'emblée Anne-Catherine Crisinel Merz, présidente de la section vaudoise de l'Aspeda (Association suisse des parents d'enfants à déficit auditif). Celle-ci reproche en effet «le manque d'écoute et de collaboration avec les services concernés» et déplore que les enfants aient été les premiers à trinquer dans cette affaire.

Face à cette situation grave, la présidente avoue ne pas avoir compris l'attitude du Canton. «Si depuis le début on avait été dans la boucle, on aurait pu trouver une solution pragmatique, note-t-elle. Là, nos enfants n'ont plus eu accès à la matière et il a fallu innover. Heureusement qu'ils sont braves, mais en tant que parent, on les envoie se faire maltraiter, c'est pervers.» Après avoir contacté la DGEO à deux reprises, l'association a reçu le 9 décembre un courrier de la conseillère d'État Cesla Amarelle qui, sans entrer en matière, confirmait la venue des masques. «C'est rageant car on a vu venir les problèmes de loin,

mais on a été écoutés trop tardivement.» Mère de deux fillettes sourdes de 6 et 8 ans, Mélanie Croset est remontée; elle aurait souhaité que l'école se positionne et mette en place un protocole depuis le début de la crise. «On s'est retrouvés à récupérer des enfants qui tombaient de fatigue à la sortie de l'école. Au niveau des notes elles se débrouillent, mais elles ont tout donné, souligne la maman. Ma cadette m'a un jour dit que si les gens portaient le masque à l'école, elle tousserait pour qu'on la ramène à la maison.» De son côté, Alain Galliker, père d'une enfant malentendante, re-

connait avoir été chanceux. «Tout n'est pas noir dans cette histoire. Ma fille a eu la chance d'avoir une maîtresse formidable. Mais ça lui est arrivé de rentrer à midi et de me dire qu'elle n'avait rien compris. Elle passe ensuite une mauvaise journée et se ferme.» Il rappelle au passage que masque ou pas masque, la charge supplémentaire qui pèse sur les personnes en déficit auditif ne disparaîtra pas miraculeusement. «Surtout que ces modèles, c'est pas l'Amérique. Il y a directement de la buée, c'est peu confortable et la taille est souvent trop grande», lance-t-il. **M.D.**